

Mariya Gabriel

«Les fake news attaquent nos démocraties»

LES PHRASES CLÉS

«Les fake news remontent à l'Antiquité. Ce qui a changé, c'est la facilité, la vitesse avec laquelle elles se propagent et l'étendue des dommages.»

«Nous avons dit aux plateformes que nous voulions plus d'efficacité, plus de rapidité pour retirer les contenus illégaux.»

INTERVIEW VINCENT GEORIS

Bardée de diplômes et dotée d'une réputation de bossesse, la plus jeune membre de l'exécutif européen n'a pas la tâche facile. Mariya Gabriel, 38 ans, commissaire européenne à l'Économie et la Société numérique, a repris en juillet dernier les compétences de l'Allemand Gunther Oettinger. Un dossier délicat, qu'elle a dû intégrer en un temps record, en jouant des coudes avec l'Estonien Andrus Ansip, commissaire au Marché numérique.

D'entrée de jeu, la commissaire bulgare s'est lancée dans la chasse aux fake news, un phénomène de plus en plus inquiétant. Elle dévoile sa stratégie à L'Echo.

Quel est le danger des fake news?

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Les fake news remontent à l'Antiquité. Ce qui a changé, c'est la facilité, la vitesse avec laquelle elles se propagent et l'étendue des dommages. Ce n'est plus seulement l'individu qui est visé, avec sa vie et ses données personnelles, mais toute la société.

Par exemple?

Lors de la campagne présidentielle aux États-Unis, une étude a montré que les 20 fausses nouvelles ont reçu un million de clics de plus que les 20 articles de grands journaux lus sur Facebook et les autres réseaux sociaux. Cela montre qu'il y a une forte capacité d'influence qui peut atteindre les processus électoraux et politiques. Ces fausses nouvelles sont le plus souvent créées pour faire de l'argent. Mais au-delà du profit, il y a une dimension plus subtile, plus dangereuse: les fake news attaquent nos démocraties et nos valeurs. On l'a vu lors du Brexit et des élections en France.

Certains États sont très actifs dans ce domaine. Comme avec Sputnik News, Russia Today, réputés proches du Kremlin. Comment répliquez-vous?

L'Union européenne a mis en place un dispositif, l'East StratCom Task Force, pour répondre aux campagnes de désinformation et de propagande russes. Mais ma mission est plus large. Elle consiste à rassembler les intervenants pour identifier tous les aspects du problème des fake news. Je travaille avec les plateformes et les réseaux sociaux sur les algorithmes. Les filtres ne doivent pas amplifier les effets de

bulle, au contraire, ils doivent nous apporter des solutions. Je veux aussi travailler avec les journalistes, les premiers concernés par ce fléau, et avec les milieux académiques.

Comment la Commission peut-elle aider les médias?

Il est de notre responsabilité d'aider le journalisme, quatrième pilier et pilier de la démocratie. Nous proposons quelques mesures, dont «L'éducation aux médias pour tous». Les jeunes se renseignent sur les réseaux sociaux, avec une tendance à une consommation rapide des infos et à rechercher tout ce qui est accrocheur. L'approche actuelle est plutôt nationale, mais face à des phénomènes comme les fake news elle doit devenir européenne.

Que proposez-vous pour lutter contre les fake news?

Je communiquerai au printemps 2018 une stratégie commune contre les fake news.

Comment élaborez-vous cette stratégie et que contiendra-t-elle?

J'ai lancé une consultation publique sur les fake news qui va durer 14 semaines et nous attendons aussi un Eurobaromètre. À côté de cela, je suis occupée à recruter un groupe d'experts de haut niveau. Il aura trois mois pour me rendre un rapport identifiant trois choses. En premier lieu, les experts devront définir les fake news. Certains n'aiment pas qu'on les appelle comme ça, ils préfèrent des «faits alternatifs», d'autres veulent se concentrer sur les «real news». Il ne faut pas mettre n'importe quoi dans cette notion. Je tiens beaucoup aux droits de l'Homme et à la liberté d'information. Ce sera le fil rouge. En revanche, on sait que dans une fake news, il y a une intention de nuire, le mensonge. Elle peut avoir des dimensions commerciales, politiques. Mais cela exclut les erreurs, les œuvres satiriques ou l'ironie. Cette approche est très importante car le problème, c'est qu'aujourd'hui la plupart des fake news sont parfaitement légales. Les experts devront ensuite identifier les bonnes pratiques de lutte contre ce phénomène. Elles existent déjà sur le net, ce sont par exemple les «trusted flaggers», par exemple sur YouTube (NDR: surveillants bénévoles du net) et les «fact checkers». À nous de voir la valeur ajoutée que l'Union européenne peut leur apporter.

Ne faut-il pas un gendarme européen pour contrôler les opérateurs?

Je ne veux pas de ministère de la vérité, ni de censure. C'est tellement délicat et complexe, il n'y a pas de solution miracle. En revanche, je suis déterminée à trouver une solution par le dialogue. Les conséquences sur ce qui constitue le cœur de nos démocraties sont tellement néfastes.

Mais la Commission surveille déjà la manière dont les géants du net retirent les contenus illégaux?

Nous ne faisons pas de surveillance. Nous menons huit dialogues volontaires avec les opérateurs. Par exemple, l'EU Internet Forum, qui réunit les gouvernements, Euro-pol et les entreprises d'internet, nous a apporté de très bons résultats. 91 à 92% du contenu illégal, concentré sur la propa-

gande terroriste, est retiré dans les 24 heures. En revanche, pour le langage de haine, nous avons été très clairs, il faut des améliorations. Il reste encore 41% du contenu illégal qui circule une semaine après la publication. D'autant que les analyses montrent que l'impact le plus grand a lieu dans les deux heures après la mise en ligne. Nous avons dit aux plateformes que nous voulions plus d'efficacité, plus de rapidité pour retirer les contenus illégaux. Nous nous sommes laissés jusqu'en mai 2018. Si d'ici là, il n'y a pas d'amélioration, nous adopterons un instrument législatif.

Qu'allez-vous faire d'ici mai 2018?

Nous entendons privilégier les mesures volontaires et le dialogue régulier. Je réunis le 9 janvier prochain ici à Bruxelles les 30 plateformes d'internet, de la plus grande à la plus petite, pour voir ce qui nous reste à faire, quelles sont les bonnes pratiques et les différents défis, et ensuite voir quelles sont les étapes suivantes. Il n'y a aucune approche «top down» et je n'y crois pas. Les plateformes sont des entreprises extrêmement performantes, ce sont des moteurs de croissance et ce sont elles qui peuvent relier l'offre à la demande. Il faut leur laisser la possibilité de grandir et, surtout, penser à nos futurs champions européens du numérique.

Qu'attendez-vous de ces plateformes?

Elles ont reçu une communication dans laquelle nous demandons plusieurs choses. D'abord de la transparence: l'utilisateur doit être averti sur ce que l'on considère comme étant du contenu illégal. Deuxième chose, on leur demande d'avoir une coopération renforcée avec les organes de la police et des autorités judiciaires. Nous leur demandons aussi de travailler plus étroitement avec les «trusted flaggers». Ces organisations existent et ont une expertise. Il faut les inclure davantage. Enfin, nous voulons donner la possibilité de contre-notification aux citoyens. On assiste en effet à un phénomène d'«over removal», où des contenus sont retirés alors qu'ils sont parfaitement légaux, mais que la plateforme les considère illégaux. Nous cherchons un équilibre entre la liberté d'expression et des responsabilités claires, sans aller jusqu'à la censure.

Qu'allez-vous faire si les opérateurs ne plient pas?

Nous leur avons donné quelques mois. Ils savent faire quand ils veulent... Il suffit de regarder les résultats obtenus dans le cadre du code de conduite, à savoir une hausse du retrait du contenu illégal. Si c'est insuffisant, nous nous réservons le droit de mettre le problème sur la table.

Ce processus n'est-il pas trop lent?

Nous sommes encore au stade de la réflexion et pas de l'action. Mais il faut bien commencer, et c'est pour cela que j'ai accepté la mission que m'a confiée le président de la Commission Jean-Claude Juncker. Les choses ont déjà bien avancé, avec cet agenda qui va de novembre au printemps 2018. Pour moi, il y a urgence d'envoyer des signaux.